

Synthèse de la journée

Forum de l'Économie et de l'Innovation Sociale

L'Humain au cœur de l'action : regards croisés entre recherche et terrain



21 FÉVRIER 20

FORUM DE L'ÉCONOMIE & DE L'INNOVATION SOCIALE

L'Humain au cœur de l'action : regards croisés entre recherche et terrain

Journée organisée à Namur pour chercheurs en Haute École et acteurs de terrain

SYNHERA
l'efficacité d'un réseau

Logos of partners: M&X, European Union, Région wallonne, Innoviris brussels, Concertes, unipso.

Regards croisés entre recherche et terrain

Le Forum de l'Économie et de l'Innovation Sociale a réuni le 21 février 2020 plus d'une centaine d'enseignant.es-chercheur.euses en Haute École et d'acteurs de terrain (incubateurs, fédérations, associations, entreprises, etc.), mais aussi des bailleurs de fonds et des représentant.es politiques. Comme SynHERA, tou.tes poursuivent le même objectif : faire bouger les lignes d'une société en transformation et lui donner les moyens d'évoluer positivement.

C'est ce 21 février 2020 que s'est tenue à Namur la première édition du Forum de l'Économie et de l'Innovation Sociale. L'objectif ? Promouvoir les collaborations entre les entreprises d'économie sociale, associations, fédérations, coopératives... et les Hautes Écoles.

Un événement organisé par SynHERA – la cellule d'accompagnement et de valorisation de la recherche au sein des Hautes Écoles et de leurs Centres de Recherche associés – en partenariat avec Unipso et ConcertES. Durant une journée, les participant.es provenant d'horizons différents ont eu l'opportunité d'assister à des tables d'expert.es et à des ateliers thématiques sur des défis sociétaux majeurs.

La journée a été rythmée par plusieurs temps forts. Citons notamment la prise de parole des conseillères en sciences humaines et sociales de SynHERA pour présenter les spécificités de la recherche appliquée en Haute École, ou encore celle d'Unipso et de ConcertES pour montrer les enjeux de l'Économie et de l'Innovation Sociale. Ensuite, les participant.es ont eu l'opportunité d'assister à une table d'expert.es avec la présence d'un représentant d'Innoviris (X. Hulhoven), de la codirectrice de l'ASBL « Le Bien Vieillir » (V. Charlot), d'une chargée de projet à Unipso (C. de Préval) et d'un coordinateur de recherche au sein d'une Haute École (C. Meuris). Quatre regards qui ont, chacun, pu apporter leur retour d'expérience sur la question des bons ingrédients à réunir pour mener une collaboration recherche-terrain réussie.

L'après-midi était consacrée à des ateliers thématiques. A cette occasion, six binômes constitués de chercheur.euses et acteurs de terrain ont animé des discussions autour de leur projet collaboratif sur des thématiques clés (sans-abrisme, santé mentale, jeunesse, travail adapté, soins de santé, agriculture durable, migration). Ces ateliers ont été l'occasion pour les participant.es de discuter, débattre et coconstruire des pistes de solutions pour une société plus résiliente.

En guise de clôture, M. Vanholsbeeck (directeur de la recherche au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles) a proposé une synthèse de la journée en mettant en avant quelques points forts de la journée.

Au travers de cette journée, SynHERA a souhaité rapprocher deux mondes, les faire dialoguer autour de leur implication dans l'Économie Sociale et l'Innovation Sociale, pour *in fine* faire émerger de nouvelles pistes de projets collaboratifs impliquant la recherche et le terrain.

Recherche appliquée en Haute École

Mot d'accueil

Par Y. Robaey (membre du Conseil d'Administration SynHERA et co-Directeur-Président de la HE2B)

Introduction

Qu'est-ce que la recherche appliquée en Haute École ?

Par C. Bolly et M.-C. Michaux (conseillères scientifiques en SHS, SynHERA)

[Lien vers le diaporama de la présentation : [ici](#)]

Économie Sociale et Innovations Sociale

Panorama du monde associatif wallon et bruxellois

Deux notions-clés : économie sociale et innovation sociale

Par C. de Préval (Unipso) et B. Sohet (ConcertES)

[Lien vers le diaporama de la présentation : [ici](#)]

Pour une collaboration recherche-terrain réussie

Table d'expert.es et débat (synthèse de la table [ici](#))

Les ingrédients d'une collaboration recherche-terrain réussie : comment collaborer efficacement ?

Expert.es : V. Charlot (Le Bien Vieillir ASBL), C. de Préval (Unipso), X. Hulhoven (Innoviris), C. Meuris (coordinateur recherche HERS, centre Ressort)

[Lien vers le diaporama de la présentation : [ici](#)]

Projets collaboratifs en innovation sociale

Ateliers thématiques (voir synthèse des ateliers plus bas)

Les problématiques sociétales clés : comment innover ensemble socialement ?

Animés par des binômes chercheur.euses et acteur.rices de terrain

Atelier 1 – Santé mentale et précarité (Hénallux & Province de Namur) [Synthèse [ici](#)]

Atelier 2 – Précarité des jeunes (HE2B & Collectif des AMOs bruxelloises) [Synthèse [ici](#)]

Atelier 3 – Sans-abrisme et habitats modulaires (ICHEC-ECAM-ISFSC, Agence Immobilière Sociale de Saint-Gilles & Diogènes) [Synthèse [ici](#)]

Atelier 4 – Maladies chroniques et personnalisation des soins (HE Vinci & LUSS) [Synthèse [ici](#)]

Atelier 5 – Agriculture sociale et demandeurs d'asile (HEPN, Croix-Rouge & citoyen) [Synthèse [ici](#)]

Atelier 6 – L'Innovation technologique au service d'une ETA (HECh & Fournipac) [Synthèse [ici](#)]

Mot de clôture

Synthèse de la journée [Résumé [ici](#)]

Par M. Vanholsbeeck (Fédération Wallonie-Bruxelles, direction recherche)

Synthèse de la table d'experts

Cette table d'experts multi-acteurs avait pour objectif de présenter une vision intégrée de la vie d'un projet alliant recherche et terrain. En interaction avec le public, nous avons dégagé ensemble, avec l'éclairage de l'avis et de l'expérience d'experts, les ingrédients qui favorisent une collaboration recherche-terrain réussie et permettent aux projets de vivre et de perdurer. La discussion a également mis au jour les potentiels obstacles à lever quand on est impliqué dans des projets collaboratifs.

La table était constituée de quatre représentants d'acteurs de la société qui ont un rôle crucial à jouer dans le montage, la réalisation, les retombées d'un projet collaboratif : à savoir, ceux qui cherchent et agissent, ceux qui financent, ceux qui représentent et accompagnent les projets de recherche en Haute École.

Les résultats des interactions menées avec l'outil Wooclap peuvent être consultés dans le diaporama de la présentation, qui se trouve [ici](#).

Présentation des experts

Valentine Charlot (Le Bien Vieillir ASBL)

Co-fondatrice du Bien Vieillir à Namur, Valentine Charlot est Docteure en psychologie, titulaire d'un certificat en gérontologie et d'un certificat en éthique des soins de santé. En plus de la gestion de l'ASBL, Valentine s'investit pour sensibiliser, accompagner des projets et mener des recherches qui visent à améliorer la qualité de vie des aînés. En témoignent la création du centre de consultations « C'est Ma Vie ! » (qui s'adresse à toute personne concernée par un vieillissement cognitif difficile), mais aussi des recherches collaboratives menées avec des Hautes Écoles, avec l'ASBL Cancer et Psychologie ou la coopérative Cera (projet « Aînés, à vous de jouer ! »). Elle mène actuellement, comme indépendante, un projet de recherche sur la contention des personnes âgées au domicile, en collaboration avec des services d'aide à domicile et Cesar Meuris (Haute École Robert Schuman).

Cécile de Préval (Unipso)

Cécile de Préval est chargée de projets à l'Unipso, la confédération intersectorielle des employeurs du secteur à profit social non marchand en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'Unipso représente 31 fédérations d'employeurs du secteur public et privé. Cécile soutient le développement de l'innovation sociale, en coordonnant entre autres le Cluster en Innovation Sociale (multi-acteurs), et défend les intérêts des entreprises à finalité sociale qui partagent les valeurs de coopération et de démocratie économique.

Xavier Hulhoven (Innoviris)

Xavier Hulhoven est Conseiller Scientifique chez Innoviris, l'institut d'encouragement et de financement de la recherche scientifique et de l'innovation de la Région de Bruxelles-Capitale. Xavier y coordonne le programme Co-creation (projets de co-recherche entre acteurs de terrain et acteurs académiques visant la résilience en milieu urbain).

Cesar Meuris (Haute École Robert Schuman, centre Ressort)

Docteur en Histoire et Philosophie des Sciences, Cesar Meuris a aujourd'hui une triple casquette de chercheur (dans le domaine du vieillissement et de l'éthique clinique), de responsable de la recherche au sein du Centre Ressort (à la Haute École Robert Schuman) et de coordinateur de la recherche pour représenter sa Haute École au sein de SynHERA. Les recherches encadrées par le centre Ressort (principalement de la recherche-action et de la recherche appliquée) touchent à des problématiques liées à des domaines très variés : paramédical, éthique, économique, pédagogique et technique.

Synthèse des ateliers thématiques

Atelier 1 – Santé mentale et précarité

Projet EURÉSAM « Europe, Réseau et Santé Mentale »

Christine Biston (Hénallux, département social)

Colette Nigot (ancienne responsable du Département de la santé mentale à la Province de Namur)

Laura Ramonfosse (Hénallux, département technique)

Résumé du projet EURÉSAM

L'accompagnement de personnes souffrant de pathologies mentales de longue durée est essentiellement développé à l'intérieur d'un secteur et d'un pays via des dispositifs ambulatoires spécialisés qui développent de plus en plus des pratiques de réseau. Cette approche réseau trouve toutefois ses limites aux frontières des versants transfrontaliers. Renforcer la prise en charge des parcours transfrontaliers des personnes en situation précaire à l'intérieur d'un réseau transfrontalier nécessite une véritable collaboration entre les autorités mais également des rencontres, des échanges de pratiques entre les professionnels spécialisés et la sensibilisation des patients. C'est par ces moyens que les défis transfrontaliers pourront être relevés, à savoir : rendre effectifs les droits à l'accès aux soins de santé de part et d'autre de la frontière et à une prise en charge de qualité continue grâce à des pratiques de réseau innovantes et transfrontalières.

Porteurs de projet : Haute École Namur Liège Luxembourg (Hénallux, Centre FoRS) & Institut Régional de Travail Social Champagne Ardenne (IRTS-CA, Reims)

Points relais : CHU UCL Namur Site de Godinne (Service de Psychosomatique), S.P.A.D. Shalazes (ASBL Les Érables)

Collaborateurs principaux : CNP Saint-Martin, Le Beau Vallon (Soins spécialisés en santé mentale ASBL), Le lien

Partenaires réseau : Centre Hospitalier de Béclair (Épicure), Centre Hospitalier intercommunal des Fagnes (Service psychosocial de l'hôpital de Chimay), Centre médico-psychologique, Centre médico-psycho-pédagogique, Centre médico-psycho-pédagogique, CHU UCL Namur Site de Dinant (Service psychosocial), Destination, Direction de la santé mentale de la Province de Namur, Équipe Mobile d'Intervention en Santé Mentale (EMISM), La passerelle, RASANAM, L'autre sens, Le répit, Maison Départementale des personnes handicapées, Réseau de santé Kirikou, Réseau Santé Namur, RESINAM, Service de Santé Mentale de Jambes (SeLiNa)

Financement : Micro-projet Interreg France-Wallonie-Vlaanderen (programme 2014-2020)

Lien : <http://euresam.eu/>

Synthèse de l'Atelier 1

Questions clés

Comment rendre l'impact d'une recherche-terrain pérenne dans la société actuelle ? Quels acteurs pour quels enjeux ?

Santé mentale en contexte de précarité : quelles pistes pour quelles solutions ?

Sont énumérés ci-dessous les points d'attention qui ont émergé lors des discussions avec les participant.es.

Session 1 : 13h00-13h40

- Importance d'associer les bénéficiaires au projet.
- Information donnée par un.e participant.e à propos d'une recherche sur la « pair-aidance » dans la région de Mons.
- Etude limitée par la zone géographique (sud de la province de Namur et Champagne/Ardennes) : elle peut s'ouvrir à présent !
- Construire les attentes avec les personnes de terrain mais aussi avec les politiques !
- Mais où sont les limites d'un établissement scolaire ?
- Quels objectifs poursuit-on, pour quels types d'action ?

Session 2 : 13h40-14h20

- Partir du terrain et des besoins des « bénéficiaires » les associer au projet car sensation que tout ça leur passe « au-dessus » de la tête ! Être davantage dans la recherche participative !
- Nécessité de bien préciser et d'élargir le concept de santé mentale : pas uniquement de la psychiatrie pure et dure ; associer d'autres partenaires de terrain tels les services pour personnes handicapées présentant notamment un double diagnostic, ainsi que les services d'aide aux familles présents dans les réalités quotidiennes.
- Différence de conceptions entre France et Belgique : la France a une organisation plus pyramidale, la Belgique semble plus « souple », et les concepts en Belgique paraissent plus « ouverts » : l'ambulatoire ne part pas forcément de la psychiatrie, les concepts semblent moins cloisonnés !
- Comment identifier les personnes-clés susceptibles de poursuivre le projet ?
- Questionnement : le rôle d'une Haute École ne s'arrête-t-il pas (et c'est déjà essentiel) à offrir de la formation et de la formation continuée aux personnes et services demandeurs ? Ex. : une formation aux concepts de la santé mentale...

Session 3 : 14h20-15h00

- Explorer l'immersion des stagiaires et des professionnels concernés.
- Démarche participative.
- Duplication de l'expérience.
- Analyse fine des populations concernées : quid des Observatoires de santé ?
- Implication de la première ligne de soins.

Atelier 2 – Précarité des jeunes

Projet Interpell'action : un partenariat original au service des jeunes et de leur famille

François Gillet (HE2B, C.E.R.I.S.E.S., département social)

Hugo Lantair (SOS Jeunes Quartier Libre AMO)

Résumé du projet Interpell'action

En 2018-2019, le collectif des AMO de Bruxelles et le C.É.R.I.S.È.S. ont mis en place un processus de récolte de témoignages à destination des travailleurs de tous secteurs en contact professionnel avec des jeunes ou des familles en Fédération Wallonie-Bruxelles. Dans cette première phase de recherche action collaborative, l'objectif principal était de réaliser un état des lieux (auprès des professionnels) de l'évolution de la situation des jeunes et des familles qu'ils accompagnent. Le constat qui sort de cette enquête est interpellant tant il pointent l'évolution d'une société qui laisse sa jeunesse « pourrir » dans des espaces de précarisation sociale et culturelle de plus en plus refermés sur eux-mêmes.

En cette seconde phase de projet (2020), il s'agit de croiser les constats alarmants des travailleurs sociaux avec ceux des personnes directement concernées. L'objectif est de récolter leurs avis mais aussi et surtout de constituer des groupes de pairs pour proposer conjointement des pistes de changement aux hommes et femmes politiques qui soient à la fois issues du terrain social, de la recherche et des personnes directement concernées.

La route est longue mais le chemin pris est tout aussi important que la visée d'interpellation citoyenne qui fédèrent ses acteurs. Nous nous proposons d'échanger avec vous sur ce qui fait le projet, le partenariat, ses faiblesses mais aussi et surtout ses forces.

Porteur de projet : Collectif des AMO de Bruxelles

Partenaire recherche : Haute École Bruxelles-Brabant (HE2B, Institut Defré et C.E.R.I.S.E.S.)

Financement : Fonds propres ; Conseil de Prévention de l'Aide à la Jeunesse (Bruxelles)

Liens : <https://www.cbcs.be/Interpell-action> ;

<https://www.youtube.com/channel/UCKLrBpM2pv58CMcj79niRsg>

Synthèse de l'Atelier 2

Questions clés

Comment construire de nouvelles démarches dans l'accompagnement des jeunes précarisés ?

Comment la recherche peut-elle aider la pratique professionnelle et vice-versa ?

Session 1 : 13h00-13h40

- Une participante insiste sur la collaboration entre entreprises sociales par rapport à la prévention. Par exemple : les réunions concertées en présence des parents et des enfants pour renforcer une prévention multidimensionnelle.
 - o Réponse : on rappelle que c'est une mission des AMOS que de proposer des projets en partenariat.
- Une intervenante d'un centre régional pour l'intégration de personnes étrangères évoque la question de la pauvreté des enfants de l'immigration. Il faut absolument mieux prendre cette terrible réalité en considération et croiser (ici aussi !) les différentes dimensions de ces précarités-là.
- Au niveau recherche, il pourrait être intéressant de croiser mieux des données : pauvreté, mères seules, immigration... Et ensuite la question se posera quand on aura croisé ces données : qu'en faire d'un point de vue socio-politique ?

- Une piste intéressante : délimiter un ou des territoires circonscrits pour y expérimenter une intervention sociale qui résulterait de ce croisement des données afin d'y observer précisément les effets concrets qu'elles entraînent en regard de la thématique traitée : précarité des enfants, des jeunes, des familles...
- La question éthique est à suivre de très près dans ce type de recherche expérientielle.
- La question de l'évaluation des résultats : critères et outils est aussi centrale. Il y a probablement une méthodologie de la recherche expérientielle dans le social à approfondir ici.
- Dans la phase 2 d'Interpell'action, on va interroger les « experts de vécus » dans le but de coconstruire de nouvelles démarches. Peut-être pourrait-on aussi travailler au niveau territorial ? Au niveau de la recherche, il faut certes préciser les bons indicateurs et au niveau des professionnels, il y aura une expertise de terrain qui sera bien préparée pour cette phase 2.
- Demande est faite de rappeler la mission précise des AMOS, ce qui est fait par Hugo Lantair en insistant bien sur l'intervention non-mandatée ainsi que sur le devoir d'interpellation, dimension en lien direct avec le cœur de cette recherche.
- On demande si une définition avait été posée de la « prévention » avant le début du sondage. On y répond que non, mais qu'un nombre important de réponses incluait tôt ou tard un désir de donner « sa » définition de la prévention. Le rapport est très intéressant à lire sur ce point.
- La discussion se termine par une évocation du décalage existant entre « formation » dans les Hautes Écoles et travail réel sur le terrain. Ce décalage est bien réel, et parfois même souhaitable ! Mais une démarche comme la R.A.C. (recherche action collaborative) peut avoir un rôle très intéressant à jouer dans l'exploration de ces décalages et des possibilités de donner du sens et de la force à plusieurs paradoxes qu'ils contiennent.

Session 2 : 13h40-14h20

- La discussion commence par une proposition : un projet intéressant concernant les AMOs pourrait être « Coéducation à et dans la prise de parole ». Ce pourrait être un projet qui aide à valoriser la parole des jeunes et à les valoriser en soutenant leur prise de parole.
 - o Réponse : oui, c'est aussi un sujet qui nous intéresse. L'important c'est certainement que les jeunes puissent être entendus ET que cette parole puisse les mobiliser dans le sens de changer la société : c'est une condition *sine qua non*. Parole sans action risque de tourner en rond... Il en va aussi de toute l'éducation socio-politique des jeunes. Il s'agit de les réintroduire dans une parole d'acteur et pas une parole pour « faire joli ». Les « écouter » seulement ne suffit pas !
- Une des réussites de ce projet Interpell'action est d'ailleurs la prise en compte politique de nos résultats. Ce projet est lié au territoire de Bruxelles tout particulièrement, et plus spécifiquement au croissant pauvre. L'impact obtenu suite à la diffusion des résultats et à la remarquable médiatisation dont ils ont fait l'objet (articles de presse, émissions de radio et de T.V. débats politiques centrés sur ce thème...) fut intéressant. Et notamment lorsqu'on observe la manière dont le programme du nouveau gouvernement bruxellois a mis en évidence la thématique de la lutte contre la précarité des publics défavorisés, et des jeunes en particulier.
- Un intervenant témoigne d'interventions psychosociales par l'aventure et la nature qui ont permis à plusieurs jeunes « institutionnalisés » de traverser des passages difficiles et de s'en sortir : ceci tant sur le plan « sportif » que dans leurs vies.
- Une autre intervenante s'interroge sur la dimension socio-professionnelle et parle d'un projet financé par le Forem sur la question de « que voulons-nous faire de nos vies ? ». Ceci inclut le projet professionnel et le projet de vie au sens large. Ceci amène fréquemment des jeunes à être remis sur le chemin de la formation ou de l'insertion professionnelle.
- On évoque la question de l'emploi, d'une certaine complexité des financements et on met en exergue le « Projet européen pour le social » comme une piste intéressante à travailler en lien avec la recherche.

Session 3 : 14h20 -15h00

- Une intervenante débute sur un mode bien carré : « Avec toutes ces recherches, on a de moins en moins de temps pour accompagner les jeunes au quotidien. Ne faudrait-il pas consacrer cet argent à plus de temps de travail sur le terrain ? »
 - o Réponse : l'effort est à fournir dans les deux sens. Certes votre critique a cet aspect positif d'inviter à plus s'intéresser et à mieux investir dans le travail de terrain. Mais attention au danger de rester trop « le nez dans le guidon »... Participer à une recherche, c'est parfois permettre au travailleur social de reprendre son souffle, redonner du sens à son travail et reconstruire ses interventions en conséquence.
- « L'objectif d'Interpellation est-il politique ? »
 - o Réponse : oui, il est politique dans un premier temps pour lancer un processus où l'on va coconstruire des propositions. Lors de la 2^e phase, nous allons organiser un Forum ouvert pour réfléchir en partenariat croisé à ce que l'on va faire dans cette démarche.
- « Comment votre Haute École a-t-elle réagi à ce projet d'une recherche à forte dimension socio-politique ? »
 - o Réponse : toute l'équipe des formateurs de la section Éducateur spécialisé de la HE2B a été consultée après accord préalable des instances (Direction du département et Conseil de coordination de section). Plusieurs étudiants se sont aussi intéressés au projet. Le projet s'est monté comme ceci dans la 1^{ère} étape : les professionnels des AMOs viennent vers les chercheurs dans le but de bénéficier de leur expérience par rapport au traitement des données. Dans la 2^e phase (2020), nous sommes dans une implication véritable de tous les partenaires dans la rédaction du projet. Exemple est donné d'un autre projet dans lequel Cérises est impliqué : le projet Erasmus+ Philia dans lequel cette coopération de tous, à toutes les phases du projet, a été mise au centre de la démarche. L'important est de ne rester ni perché ni dans sa tour d'ivoire, ni... coincé le nez dans le guidon.
- Une discussion plus générale termine l'atelier : il est important de quitter la logique des « résultats immédiats et spectaculaires ». L'important est au contraire de permettre les transformations, parfois progressivement, parfois par ruptures, des écosystèmes sociaux. L'important est que ces transformations opèrent de manière durable. L'important n'est pas de produire des résultats immédiats directement utilisables. Ce constat est fait pour une grande majorité des problématiques sociales. La question est alors de coordonner l'accompagnement aujourd'hui dans l'action quotidienne avec cette transformation lente et en profondeur des écosystèmes sociaux.
- Les bons financements pour ce type de recherche ne sont ni de « recherche fondamentale » ni de « recherche de terrain ».
 - o Ils sont toujours dans une combinaison des deux et de plus en plus de financeurs comme Innoviris, Belspo, Fonds européens... s'ouvrent à cette dimension mixte, ceci depuis plusieurs années déjà dans le domaine des Sciences humaines et sociales (SHS).
 - o Car la plus-value des projets collaboratifs apparaît tant pour les bénéficiaires-acteurs du social que pour les professionnels et les chercheurs. Il y a donc ici une véritable énergie Win-Win-Win à apprivoiser et à affiner sur le plan méthodologique.
- Trois remarques pratiques faites en fin de débat :
 - 1) Nécessité d'avoir du temps AVANT de se lancer dans un véritable projet de recherche ;
 - 2) Importance de reconnaître les expertises de chacun et de mieux les croiser ;
 - 3) Mieux penser à la dissémination et à l'importance de mettre tous les acteurs concernés en contact avec les résultats de la recherche. Gros travail à faire donc sur les modalités de diffusion et de communication (textes, rapports complets, rapports simplifiés et de préférence bien illustrés, documents audio, vidéos, sites internet officiels et réseaux sociaux, radio T.V....) tant bien évidemment sur le plan des publications scientifiques que de celles s'adressant au grand public.

Atelier 3 – Sans-abrisme et habitats modulaires

Projet Modulo

Vincent Desirotte (Agence Immobilière Sociale de Saint-Gilles)

Danièle Peto (ICHEC-ECAM-ISFSC, département social)

Résumé du projet Modulo

L'Agence Immobilière Sociale (A.I.S.) de Saint-Gilles et l'ASBL Diogènes (travailleurs de rue) ont obtenu un financement pour un projet visant à installer des modules habitables temporaires sur un terrain afin d'y loger des sans-abri. Cependant, ces deux partenaires s'interrogent sur la signification et la pertinence d'un tel projet. En effet, leur vocation première est de reloger les sans-abri de manière pérenne. L'ISFSC va, à leur demande, analyser les impacts du projet pour ces ASBL et pour les bénéficiaires et, plus largement, interroger la pertinence de reloger de manière temporaire des sans-abri.

Porteur de projet : Agence Immobilière Sociale (A.I.S.) de Saint-Gilles

Partenaire terrain : ASBL Diogènes

Partenaire recherche : Institut Supérieur de Formation Sociale et de Communication (ISFSC, groupe ICHEC-ECAM-ISFSC)

Financement : Région Bruxelles-Capitale (Ministre du Logement) ; fonds propres A.I.S.

Liens : A.I.S. de Saint-Gilles : <http://www.aissaintgilles.be/> ;

ASBL Diogènes : <https://www.diogenes.brussels/fr>

Synthèse de l'Atelier 3

Questions clés

Financer le logement provisoire des sans-abri sans perspective durable : quelle pertinence ?

Lors d'un montage de projet, comment trouver un langage commun entre les différents partenaires ?

Session 1 : 13h00-13h40

Le modérateur de l'atelier pose la question du **langage commun**. Réactions du binôme chercheuse et acteur de terrain :

- Ce n'est pas tellement le langage, les mots, mais plutôt la manière de poser le questionnement qui importe. Pour exemple : importance pour la chercheuse de se centrer sur l'aspect « temporaire » du projet, alors que le professionnel de terrain était initialement davantage focalisé sur l'aspect « modulaire » du projet.
- Est aussi abordée la nécessité d'éviter l'interprétation de la finalité du projet comme l'élaboration de « sous-logements » pour des « sous-hommes ».

Il y a une série d'évidences pour les uns et les autres : discussion nécessaire pour pouvoir répondre aux impondérables de chacun (il y a des concessions qu'on ne peut pas faire et d'autres que l'on peut faire) ; importance d'aboutir à une confiance et valoriser les compétences de chacun.

- Question : « Combien de temps ça prend pour établir la confiance ? »
 - o Réponse : on se connaissait déjà bien, une partie du langage était déjà commun, mais il y a aussi les 'mots', par exemple avec des architectes ou designers, concernant l'adaptation de l'espace intérieur (« il ne faut pas du moderne mais du pratique »).
 - o Mais ça va durer jusqu'à la fin, il faut rester attentif jusqu'à la fin du projet.

La question de l'intérêt institutionnel portait sur la divergence potentielle concernant l'« après-projet », par exemple au niveau de l'accompagnement social (multitude de définitions différentes) : importance de détailler ce que l'on attend derrière les mots.

S'ensuit une série de **questions-réponses** avec les participant.es sur le **financement et la pérennité** :

- Question : « A partir de quoi propose-t-on un dispositif : habitat temporaire ? via l'opportunité de financement ? »
 - o Réponse : dans notre cas, le partenaire de recherche est arrivé après avoir reçu le financement. Par ailleurs, la recherche n'est pas encore entamée.
- Question : « Le questionnaire était-il présent au moment de déposer le projet ? »
 - o Réponse : oui, car difficile d'avoir toutes les parties prenantes, tous les acteurs du projets autour de la table en 1 mois, ce qui correspond à la période dont nous disposons pour déposer le projet.
- Question : « Sans le financement, y aurait-il eu le projet ? »
 - o Réponse : non. Le projet prend sens à tous les niveaux car il y a le versant recherche. Ce volet est fort présent dans d'autres projets de ce type car pour beaucoup avec des écoles d'architecture. Ici, la dimension est différente. La vraie question porte sur le point de vue social ! Ce n'est pas auto-finançable.
- Question : « Comment déjà afficher l'après pour que le processus déjà acquis devienne à long terme ? »
 - o Réponse : il faut une volonté politique, évoluer dans certaines législations, trouver un nouveau terrain (car les terrains sont disponibles de manière temporaire), probablement pas dans les mêmes communes, des accords particularisés.
Si ce projet pouvait durer 15 ans, au terme du projet des solutions pérennes auraient été créées. Mais si pas de terrain au bout d'un an : rien de pérenne non plus. Attention, le montage et le démontage des systèmes modulaires, les frais seront à partir de l'année 2, 1/10 des coûts de l'année 1. Après, la difficulté sera de trouver des terrains mis à disposition. La recherche devrait permettre d'attirer l'attention sur ces projets et de pointer les faiblesses. L'aspect de la durabilité sera soutenu par la recherche.
- Question : « Auriez-vous voulu mener ce projet sans les finances ? »
 - o Réponse : Non, nous n'avons pas les moyens financiers et n'avons pas pour vocation d'être propriétaire.
- **Question éthique** : « Vous dites que c'est la recherche qui fait sens et qui prime mais ne faudrait-il pas avant tout penser aux sans-abri ? »
 - o Réponse : on a déjà des pistes pour l'« après-projet », on fera tout pour pouvoir les reloger dans quelque chose de plus durable, sinon on irait contre les missions de l'ASBL. Les modules répondent à une série de normes, ce ne sont pas des caisses de logement ! C'est le volet recherche qui vient se greffer et permet de régler un paradoxe, mais ce n'est pas la recherche qui sauve le tout.
- **Question temporalité** : « Est-ce que ça passe de la meilleure façon possible ? Qu'aurait-il fallu phaser ? »
 - o Réponse : Tout a été fait dans l'urgence : le permis d'urbanisme, par exemple, n'est pas gérable dans la temporalité impartie pour introduire un dossier lors du lancement de l'appel.

Session 2 : 13h40-14h20

Le débat se construit autour d'une série de **questions-réponses** avec les participant.es.

- Question : « Deux questions évaluatives ou juste une seule ? **Diagnostic** concerté : ... »
 - o Réponse : attention, il ne s'agit pas de diagnostic mais d'une **recherche** : comprendre ce qui se joue chez les sans-abri, un niveau du logement temporaire, mais aussi de s'interroger sur la pertinence de l'utilisation des coût sachant qu'ils ne seront peut-être pas réalisés.
- Question : « Pourquoi cette idée de module, **quelle est l'opportunité** ? Sinon pourquoi ce projet si c'est trop court ? »
 - o Réponse : nous avons répondu à un appel à projet qui a son propre cadre et ses objectifs.
- Question : « En quoi votre question n'est pas une question commune d'**accompagnement social** des solutions **temporaires** (femmes en difficultés ou autres) ? »

- Réponse : il s'agit bien de solutions « temporaires », qui répondent aux normes ; ce ne sont pas des taudis, mais pas un habitat définitif ; on sait que c'est modulaire et fonction de la disponibilité des terrains. On veut **sortir du caractère transitoire** car il conduirait à la **chronicisation du sans-abrisme**.
- Un.e intervenant.e soulève qu'il devrait y avoir une **interaction avec le public cible**.
 - Réponse : c'est le rôle de **Diogènes**, qui s'adresse à un public plus chronicisé et un public plutôt 'mal logé'.
- Intervention sur l'intérêt de l'aspect modulaire, avec focus sur le type transitoire.
- Un.e intervenant.e donne l'exemple d'un projet de développement de **Tiny Houses** sur 3 ans, avec des espaces communs, et souligne le manque de logements, qui ne touche pas uniquement les sans-abri, mais aussi les jeunes.
 - Réponse : les acteurs du projet ont déjà travaillé avec un architecte au niveau de la constitution des modules : idée de partir sur des habitats légers en bois, type « lego », avec un bardage pour l'étanchéité, pour en faire des studios (avec petite salle-de-bain et cuisine) qui soient démontables et remontables, et puissent être stockés dans des endroits de taille réduite.

S'ensuit un débat quant à la spécificité ou non de la **recherche en travail social** par rapport à la recherche en sciences sociales.

- Question : « Un chercheur en travail social et un sociologue ne se comprendraient-ils pas ? »
 - Réponse : le binôme chercheuse-acteur de terrain rappelle que le projet inclut deux chercheurs, dont un en travail social. Le travailleur social est ici aussi chercheur dans le projet, et le chercheur réutilisera ses acquis pratiques pour nourrir ses savoirs théoriques.
- Question : « Logement modulaire et aspect transitoire : **comment le traduire** auprès des personnes qui seraient interviewées ? »
 - Réponse : les acteurs du projet rappellent que les chercheurs disposent de 2/10 temps pendant un an pour mener le projet à bien : il s'agit d'une **recherche qualitative** (pas de questionnaires prévus) qui commence par une phase d'observation et se terminera par des focus groupes. On est donc dans un **processus inductif** : pas d'hypothèses au préalable.
- Question : « Recherche et pas diagnostic : comment présentez-vous la **valeur ajoutée de cette recherche** ? La recherche semble trop conceptuelle, trop théorique. »
 - Réponse : la recherche ici ne fait pas de diagnostic, mais le résultat de la recherche pourrait aboutir à un diagnostic. Les chercheurs ont été invités à rejoindre le projet, on n'impose rien. On va rencontrer les sans-abri, on va les faire parler, traduire et leur faire valider après coup. Rappel du contexte : l'ASBL avait introduit un projet, mais sans savoir si les aspects modulaires et temporaires allaient convenir aux sans-abri, et c'est justement le volet recherche qui tentera d'y répondre et qui validera si l'idée est bonne ou pas.
- Question : « Quelle **reconnaissance politique** ? »
 - Réponse : Oui, il y a reconnaissance politique. Ce projet est né en réponse à un appel à projets émanant des politiques. La question à se poser est de savoir ça doit être dupliqué ou pas.

Session 3 : 14h20-15h00

Comme pour la session précédente, le débat se construit autour d'une série de **questions-réponses** avec les participant.es.

- Réaction d'un intervenant qui préconise de ne pas fonctionner sur un mode temporaire pour les sans-abri, sur la base de son expérience par rapport aux logements en transit (limités à 6 mois) : selon lui, très compliqué pour les sans-abri qui passent de l'itinérance en rue à l'itinérance « logement ».
 - o Réponse : il y a très peu de solutions de transit, l'ASBL Diogènes et AIS Saint-Gilles ont déjà pensé à des solutions pour faire perdurer le logement des personnes concernées, même si ça implique un déménagement.
- Question : « Alors, comment préparer la transition ? »
 - o Réponse : ce n'est pas la notion de transit (temporaire) qui va être interrogée dans ce projet, c'est aussi l'aspect modulaire (pas d'adresse fixe). **Attention, la recherche ne porte pas sur l'accompagnement des sans-abri mais sur l'aspect modulaire et temporaire du projet.**
- Remarque d'un intervenant sur le fait que 12 mois d'expérience vont servir à pouvoir se projeter dans quelque chose de plus durable. La question à poser serait donc plutôt : « Est-ce que cette solution de logement modulable est réaliste ? », car de toute façon il faut quelque chose, car pas assez de logements sociaux en RBC.
- Intervention sur la situation psychologique du sans abri dans ce contexte.
- Remarque du binôme sur le fait que **dès qu'ils emménagent chez AIS, ce ne sont plus des sans-abri mais des locataires.**

Atelier 4 – Maladies chroniques et personnalisation des soins

Projet Participate Brussels

Marie Dauvrin (HE Vinci, Parnasse-ISEI, département paramédical)

Tyana Lenoble (HE Vinci, Parnasse-ISEI, département paramédical)

Daniel Simar (Ligue des Usagers des Services de Santé)

Résumé du projet Participate Brussels

Le nombre de personnes vivant avec une ou plusieurs maladies chroniques est en constante augmentation : les accompagner et les soutenir représente un des enjeux majeurs de la santé publique. Si les professionnels de santé ont leur place dans le maintien ou l'amélioration de l'état de santé de ces personnes, c'est au sein de leur(s) milieu(x) de vie que les patients vont essentiellement trouver et mettre en œuvre les ressources leur permettant de mieux vivre au quotidien, en incluant les déterminants non-médicaux de la santé. Ce que les patients décident de faire pour eux-mêmes, avec ou sans aide, constituent des auto-soins. Or, ces auto-soins sont peu voire pas intégrés dans l'espace thérapeutique et limitent la personnalisation des soins. De même, les professionnels peuvent eux-mêmes éprouver des difficultés à intégrer les préférences des patients – et éventuellement de leurs proches – dans l'élaboration des plans de soins.

Dans ce contexte, le projet de recherche Participate Brussels vise à comprendre comment se négocie la personnalisation des soins entre les patients et les professionnels et à identifier des outils pouvant aider à une meilleure personnalisation des soins en région de Bruxelles-Capitale.

Porteurs de projet : Haute École Léonard de Vinci (HE Vinci) & UCLouvain

Partenaires terrain : Association Parkinson, Cliniques Universitaires St Luc, Cultures & Santé, Fédération d'Aide & Soins à Domicile, Hôpitaux Iris Sud, Ligue des Usagers des Services de Santé (LUSS), Maison Médicale du Béguinage, Mutualité Chrétienne, Soins Chez Soi, PAQS

Financement : Innoviris (programme Bridge 2018)

Lien : <http://www.participate.brussels/>

Synthèse de l'Atelier 4

Questions clés

Comment s'approprier les résultats d'un projet de recherche ?

La participation des usagers : effet de mode ou réel désir d'inclusion ?

Session 1 : 13h00-13h40 / Session 2 : 13h40-14h20 / Session 3 : 14h20–15h00

La **question de la participation** reste quelque chose de difficile à réaliser et peut parfois être idéaliste. Cette difficulté **dépasse le monde de la recherche**, comme les participant.es ont pu le souligner. En effet, ils/elles étaient des travailleur.euses d'entreprises sociales, de services publics, de Hautes Écoles, de Service de Santé Mental, ou encore des chercheur.euses universitaires.

Lorsque la participation et la **coconstruction** sont évoquées par les participant.es, différentes **pistes** mais aussi des **obstacles** ont été soulignés :

- La participation et le partage d'expériences : la valorisation de l'expérience de chacun permet de donner du sens à la participation.
- Le public avec lequel nous travaillons (le choix du casting) va influencer la participation des personnes.
 - o A-t-on les bonnes personnes autour de la table pour favoriser la participation ?
 - o A-t-on les bonnes personnes autour de la table pour mettre les éléments coconstruits en application ?
- En collectif ou en individuel, la participation est possible.
- Il arrive régulièrement que ce soient les mêmes personnes qui participent.
- Les projets, notamment de recherche, ne tiennent pas toujours compte des parcours de vie des personnes. Or, lorsque certaines ont accumulé une ou plusieurs fragilité(s), il n'est pas toujours facile d'arriver dans un groupe et participer. Il faut parfois beaucoup de courage pour arriver jusque-là. Cette démarche n'est malheureusement pas toujours reconnue et soutenue.
- Travailler par objectifs permet de s'adapter aux personnes car c'est une illusion de croire que chacun arrive « armé » avec les mêmes choses.
- La coconstruction demande cependant du temps ++. Par exemple, pour la création d'un service de traduction en langues des signes, il aura fallu 20 ans pour le mettre en place.
- Nous sommes parfois face à différents paradigmes mais ce qui est important, c'est de tenir compte des représentations des personnes.
- Rester dans quelque chose de local permet de favoriser la coconstruction.
- La coconstruction dépend du nombre d'interactions, de l'attitude dans l'espace.
- Au-delà de la participation, il est nécessaire de se préoccuper de la réappropriation des informations. Ce n'est pas toujours facile pour tout le monde.
- Dans l'accompagnement en entreprise sociale, ce qui est utilisé, c'est la participation effective.
- Peu importe la méthode utilisée, il y aura toujours une part d'intuition qui permettra ou non la participation.
- Obtenir un écho au niveau politique permet de reconnaître ce qui est construit.
- En entreprise sociale, échanger les savoirs permet la coconstruction et la participation des personnes.

Par rapport au **projet de recherche Participate Brussels**, différentes **pistes de solutions** ont pu être identifiées par les participant.es des différentes sessions :

- Il n'est pas possible d'attendre le même niveau de participation de l'ensemble des parrains, présents tout au long du processus du projet de recherche.
- Il serait intéressant de sélectionner certains parrains et de définir un plan d'action avec eux : nécessité de définir un plan d'action commun pour chaque parrain.
 - o Il s'agit de la responsabilité du groupe qu'il faut renvoyer aux parrains.
- Si nous avons 10 pistes à tester et permettant de personnaliser les soins, il serait intéressant d'en sélectionner certaines (par exemple, 3 pistes) à tester pour la dernière phase du projet (phase d'implémentation).
- Il sera toujours possible de « faire mieux ». Il ne sera cependant pas possible d'inclure tout le monde. Du moment que c'est écrit dans la conclusion et dans l'évaluation du projet.

Atelier 5 – Agriculture sociale et demandeurs d’asile

Conception d’un projet en agriculture sociale avec la Croix-Rouge

François de Gaultier (HEPN, département agronomique)

Guillaume Grandjean (adjoint à la direction du Centre ADA Croix-Rouge « Le Relais du monde », Natoye)

Mathieu Larbi (citoyen)

Thomas Schmit (HEPN, département agronomique)

Résumé du projet

Le projet s'inscrit dans le secteur de l'écologie sociale puisqu'il allie intégration sociale de demandeurs de protection internationale (DPI) et production agroécologique (maraîchage biologique). Il s'agit d'atteindre des objectifs aujourd'hui cruciaux pour l'avenir de notre société : d'une part, l'intégration des DPI et, d'autre part, la production d'aliments suivant un mode de production respectueux de l'environnement.

Concrètement, le partenaire initiateur du projet et propriétaire d'une parcelle de terre agricole a sollicité un accompagnement technique fourni par une équipe d'étudiants et d'enseignants de la Haute École de la Province de Namur (section agriculture biologique) visant l'optimisation agricole du terrain. Le partenaire initiateur s'est également tourné vers le centre d'accueil de la Croix-Rouge de Natoye afin de proposer aux bénéficiaires d'accueil une activité d'intégration proche du centre d'accueil. Le projet promet de rencontrer un succès auprès des personnes accueillies puisque certains demandeurs d'asile ont une affinité avec la production agricole. Le projet visera, à terme, à produire des aliments et à les commercialiser tout en proposant une autonomie et une activité épanouissante et remplie de sens à un public en recherche d'activités intégratrices. Un lien important sera également créé avec le village via le point de vente.

Porteur de projet : Mathieu Larbi (citoyen)

Partenaire recherche : Haute École de la Province de Namur (HEPN)

Partenaire terrain : Centre ADA Croix-Rouge « Le Relais du monde » (Natoye)

Financement : Fonds propres

Synthèse de l'Atelier 5

Questions clés

Comment concilier le développement d'une agriculture locale et saine avec l'intégration de demandeurs d'asile ?

Un projet socialement et techniquement innovant ? Concevons-le ensemble !

Voici les objectifs définis par les acteurs du projet pour leur atelier thématique, animé sous la forme d'un atelier de cocréation (technique créative des Chapeaux de De Bono) :

1. Définir le cadre de partenariat (convention)
2. Financer l'encadrement sur le terrain (maraîcher-animateur)
3. Imaginer les types de contrats à proposer (+ assurances)
4. Intégrer le projet aux activités de la Croix-Rouge
5. Penser l'organisation pratique au quotidien

Session 1 : 13h00-13h40

Défis sociétaux à relever :

- Améliorer le statut d'un DPI (7,5€/semaine) !
- Intégration des étudiants (éducateur social)
- Penser aux normes pour la vente de biens
- Les DPI sont déjà très affectés par leurs parcours ne pas les forcer au travail
- Intégrer la culture (langue, religion,...)
- Développer un outil informatique pour gérer au quotidien l'organisation pratique (plan de culture, qui fait quoi,...)
- Intérêt de ce modèle pour les centres de revalidation (AVC)
- Besoin de mobilité fine
- Constat qu'il y a plus de femmes qui désirent sortir que d'hommes
- Implication de la population avoisinante dans le projet

Session 2 : 13h40-14h20

Défis sociétaux à relever :

- Contrainte de la période de séjour (brève : 1 an) dans les centres ADA de la Croix-Rouge
- Trop peu de temps risque de ne pas avoir d'horizon
- Liberté de choix dans la culture des plantes
- Et si on ne les payait pas en \$ mais en panier de légumes/fruits, voyage
- Synergie avec partenaire intra-pôle académique
- Dépôt d'un projet FEDER-FSE-LEADER
- Crowdfunding
- Vente de paniers à l'avance, sur le modèle des CSA (Collectif Stratégies Alimentaires)
- Valoriser le savoir-faire des DPI
- Orienter les cours d'apprentissage (majoritairement des cours de langue) vers l'agriculture

Session 3 : 14h20-15h00

Défis sociétaux à relever :

- Prendre l'exemple de l'initiative Terre en Partage
- Valoriser la différence culturelle des DPI
- Intégration des étudiants en Bachelier Coopération internationale pour étudier la question
- Proposer des formations en agriculture à la Croix-Rouge
- Ouverture aux villageois
- Tenir compte de leurs cultures différentes (exemple : on ne fait pas travailler des hommes et des femmes en même temps)
- Question de l'entrepreneuriat chez les DPI (cf. idée de projet FSE)
- Proposer une enquête en interne à la Croix-Rouge à destination des DPI pour connaître leurs intérêts et savoir-faire en agriculture
- Contacter la commune pour voir si cela ne peut pas rentrer dans un plan de cohésion sociale

Atelier 6 – L’Innovation technologique au service d’une Entreprise de Travail Adapté

Mehdi El Hour (HECh, département agronomique)

Laurent Lambeets (directeur de la société Fournipac)

Résumé du projet

Fournipac est une Entreprise de Travail Adapté (ETA) qui permet à son personnel de bénéficier d’une intégration socioprofessionnelle autour d’une production agroalimentaire durable. Le projet collaboratif entre la Haute École et Fournipac a pour objectif d’intégrer de nouveaux projets de production, suite à l’évolution récente de l’ETA en termes de partenariat clients et de marchés. L’orientation vers une aide financière, telle qu’un projet FIRST Entreprise, permettra à Fournipac de recruter un nouveau collaborateur tout en bénéficiant de l’encadrement scientifique de la Haute École. Le profil de ce collaborateur devra permettre de répondre aux besoins spécifiques de l’entreprise et du projet, en termes d’expertises et de compétences métier et humaines.

Porteurs de projet : Haute École Charlemagne (HECh) & Fournipac (SCRL-Finalité Sociale, ETA n°164)

Financement envisagé : Région Wallonne (FIRST Entreprise)

Synthèse de l’Atelier 6

Questions clés

Entre compétence métier et compétence humaine : la Haute École, pourvoyeuse de profils ?
Comment garantir la durabilité économique et financière d’une ETA en équilibrant l’encadrement social et la productivité ?

Session 1 : 13h00-13h40

Cette session a fait l’objet d’un débat général (bien que limité, vu le nombre restreint de participant.es à cette session) sur l’évolution de la société et les attentes des jeunes chercheurs et demandeurs d’emploi, en terme de valeur sociétale, que ce soit au sein d’une ETA ou d’une entreprise classique.

L’importance a été soulevée de lier les Sciences humaines et sociales (SHS) et le technique dans les projets de recherche industriels (profil des chercheurs engagés, transversalité des partenariats,..).

Session 2 : 13h40-14h20

Dans cette seconde session, la discussion a permis d’attirer l’attention sur plusieurs points.

- Il serait intéressant d’intégrer dans le **curriculum scolaire** des Ingénieurs **des témoignages d’ETA ou d’autres entreprises à finalité sociale** pour sensibiliser les étudiant.es aux aspects sociétaux et leur faire prendre conscience de l’importance de « donner un sens » à leur travail ou projet de recherche. Une ETA est un très bel exemple de la transversalité entre les SHS et le technique : entre rentabilité, humain et intégration.
- Dans ce projet de recherche, il serait intéressant et enrichissant que le département technique s’associe à des **départements SHS** de la Haute École pour apporter des compétences plus sociétales (suggestion : participation de départements SHS au comité de suivi du projet).
- Suggestion d’organiser une après-midi de réflexion au sein de la Haute École sur la transversalité de la recherche technologique et sociétale avec des témoignages d’ETA et d’autres associations, entreprises à finalité sociale. Participation possible d’enseignants, d’étudiants,... Cela permettrait de faire le lien, par exemple, avec l’augmentation des burn-out et l’importance des valeurs sociétales au sein des entreprises de manière générale.

- Lien avec les ceintures alimentaires pour la HE Charlemagne et l'ensemble des Hautes Écoles concernées par l'agroalimentaire (lien utile renseigné par ConcertES : <https://www.catl.be/>) : possibilité évoquée d'intégrer davantage les Hautes Écoles dans les ceintures alimentaires en mettant en avant la plus-value des Hautes Écoles en terme de développement de nouveaux projets et de nouvelles initiatives, en transversalité dans les domaines techniques et Sciences humaines et sociales.

Session 3 : 14h20-15h00

Deux points ont été soulevés lors de cette troisième session :

- L'importance que les institutions d'enseignement supérieur intègrent davantage dans leur cursus social les aspects sociétaux de la réalité industrielle.
- Il est suggéré de renforcer les liens entre les projets de recherche transdisciplinaire et la formation.

Mot de clôture

La synthèse de cette journée s'est articulée autour des réponses données par M. Vanholsbeeck à quatre questions qui lui ont été posées par les conseillères en Sciences humaines et sociales de SynHERA. L'objectif était d'apporter un regard critique et synthétique sur les moments forts de la journée, mais aussi de soulever des points d'étonnement et des défis à relever pour mener à bien de (futurs) projets collaboratifs entre les Hautes Écoles et les acteurs de terrain.

Présentation de l'intervenant

Marc Vanholsbeeck est directeur de la Recherche Scientifique au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il a obtenu un doctorat en Sciences de l'information et de la communication à l'ULB, où il enseigne actuellement les méthodes de recherche et la communication scientifique. Marc est en outre particulièrement intéressé par les questions autour de l'Open Science (Science Ouverte). Dans le cadre du Forum du 21 février 2020, c'est aussi en tant que chercheur curieux d'explorer comment la recherche et les savoirs peuvent impacter la société, que les organisatrices lui ont demandé d'apporter un œil critique sur cette journée orientée vers l'articulation recherche et terrain. Pour illustrer cet intérêt pour l'impact, citons sa participation très active au sein de l'Action COST ENRESSH de réseautage européen sur l'évaluation de la recherche en Sciences humaines et sociales.

Question 1 – Recherche appliquée en Haute École et défis sociétaux

« La recherche appliquée en Haute École : quel lien avec la société ? »

Après avoir participé à cette journée, M. Vanholsbeeck fait plusieurs constats concernant la recherche en Haute École et son lien avec la société.

- La recherche en Haute École est éloignée de la conception de la recherche comme « tour d'ivoire » : les chercheurs en Haute École sont « avec » et « dans » la société. Il y a également une grande diversité d'intervenants en Haute École.
- Importance du rôle de « courtiers des connaissances » ('Knowledge Brokers') que jouent entre autres SynHERA ou l'Unipso, un peu comme des « couteaux suisses de la recherche » (tels qu'évoqués par V. Charlot lors de la table d'experts).
- L'impact de la recherche en Sciences humaines et sociales passe aussi par l'enseignement en Haute École.
- Importance d'intégrer la recherche dans l'enseignement et les pédagogies liées à la recherche : adéquation de l'enseignement avec le terrain.
- Ne pas s'inscrire uniquement dans un contexte d'opérationnalisation tous azimuts : favoriser une culture de la recherche et de la réflexivité (cf. X. Hulhoven et C. Meuris lors de la table d'experts).
- Contexte de 'fake news' : la recherche ne concerne pas seulement des contenus à transmettre, mais une démarche et des valeurs à communiquer aux étudiants.

Question 2 – Parmi les ingrédients et freins évoqués lors de la table d’experts :

« Quel serait l’ingrédient incontournable pour une collaboration recherche-terrain réussie ? et quel serait le frein majeur ? »

Ingrédients

- Financement :
 - o Importance de financer l’avant-projet.
 - o La recherche collaborative recherche-terrain (notamment en cocréation) n’est pas un processus linéaire mais récursif ; intérêt de prévoir un financement pour créer des expériences, sans garantie qu’elles aboutissent ; il s’agit de créer un écosystème favorable et pas seulement des livrables (prévus et nécessaires).
- Facteur psychologique :
 - o Accepter le degré d’incertitude et la prise de risque quand on se lance dans un projet de recherche, en particulier collaborative (cf. remarque de Cesar Meuris).
 - o Soutien aux chercheurs pas seulement scientifique, mais moral (// directeur de PhD).
- Facteur temps :
 - o Lieux et temps de coconstruction à disposition : par exemple, Innoviris donne une aide au montage pour 6 mois dans le cadre de son appel Co-creation (malgré qu’il faille en général 12 mois ; suggestion de passer d’une période de 3 ans à 4 ans pour ces projets).
- Gestion de la collaboration :
 - o Intégration des bénéficiaires dès la conception de la question de recherche (vs. « recherche en chambre », cf. commentaire de C. Meuris). Intégration des acteurs : pas un changement qui s’impose en fin de projet.
 - o Valeur égale de chaque partie-prenante de la recherche : le chercheur doit aussi sortir de sa zone de confort (cf. commentaire de V. Charlot). Les acteurs de terrain et les chercheurs ont la même valeur, même si pas les mêmes compétences.
- Interdisciplinarité nécessaire : caractère systémique.

Freins

- Renvoi des chercheurs d’un financeur à un autre : le financement de l’innovation sociale est diffus (exception faite de certains appels Innoviris, par exemple le Co-creation).
- Peur de l’incertitude et de la réflexivité (cf. commentaire de C. Meuris).
- Logique de silos et manque d’articulation entre l’innovation technologique et l’innovation sociale, ainsi qu’entre le public et le privé.
- ‘Scaling up’ : logiques différentes du local au national.
- Image de la recherche pas toujours positive. Rôle des chercheurs de communiquer sur les résultats de la recherche.
- Danger de valoriser et de communiquer uniquement sur les projets ayant les impacts et/ou livrables les plus « spectaculaires », comme par exemple l’ « effet New-B » (par mimétisme avec les STEM ‘Science, Technology, Engineering and Mathematics’), aux dépens de la valorisation de projets plus modestes ayant un impact plus « ordinaire » ; il est suggéré de mieux valoriser les impacts du quotidien, issus des recherches en Sciences humaines et sociales (cf. certains modes d’évaluation de la recherche, par exemple au Royaume-Uni ou à la Gent Universiteit, qui incluent des ‘narratives’).

Question 3 – Identification des points d'étonnement émanant des ateliers thématiques, en partant des exemples concrets de projets recherche-terrain qui y ont été présentés :

« Qu'est-ce que la recherche en Haute École a apporté au projet concerné ? Et qu'est-ce que l'acteur de terrain a gagné en collaborant avec une Haute École ? »

M. Vanholsbeeck précise qu'il prend ici appui que sur les trois ateliers auquel il a pu participer durant l'après-midi, à savoir :

- Atelier 2 – Précarité des jeunes
- Atelier 3 – Sans-abrisme et habitats modulaires
- Atelier 5 – Agriculture sociale et demandeurs d'asile

Commentaires sur l'Atelier 2 – Précarité des jeunes

- Importance de tenir compte de l'**expertise** méthodologique et des cadrages des **chercheurs**.
- Plus-value de reconnaître la **diversité des expertises** : expertise du **chercheur** et « **experts du vécu** ».
- Importance de construire une méthode solide scientifiquement, reposant sur l'existant et les acquis antérieurs. Cela implique un **libre accès aux données de la recherche**, pour que les chercheurs puissent croiser les données pertinentes au-delà des silos, et leur donner du sens (*note de SynHERA* : cet accès aux données est cependant limité en Haute École ; les enseignants-chercheurs n'ont pour la plupart pas accès aux grandes bases de données scientifiques reconnues internationalement).
- Penser ensemble l'évaluation de ce qui est proposé : **accompagner la réflexivité**.

Commentaires sur l'Atelier 3 – Sans-abrisme et habitats modulaires

- **Une collaboration, deux approches** : un chercheur en sciences sociales et un chercheur en travail social.
 - o Le **sociologue**, plus théoricien, doit laisser à chacun l'opportunité de mettre ses compétences et reconnaître ses limites par rapport à l'apport du travailleur social.
 - o Le **travailleur social** qui fait de la recherche va utiliser des cadres théoriques issus de différentes disciplines. Mais aujourd'hui certains travailleurs sociaux réclament une singularité disciplinaire, pour ne pas être méprisés par les sociologues. On appelle la travailleuse sociale, dans le cadre de ce projet, « chercheuse en travail social ».
- L'**interdisciplinarité en SHS** (et pas seulement entre SHS et STEM) est source d'enrichissement, mais ne va pas de soi.
- **Coconstruction avec bénéficiaires et partenaires** : comprendre ce qui se joue quand des sans-abri rejoignent des habitats modulaires pour une durée temporaire.
- Faire de la recherche permet de **poser un diagnostic a posteriori**, mais ici la recherche n'est pas le diagnostic : la méthode scientifique peut mener à formuler, après-projet, un diagnostic fiable **basé sur l'analyse valide des représentations du terrain** ; la recherche permet d'objectiver les *a priori*.
- La **diversité des pratiques** dans l'économie sociale implique l'adoption d'une **posture 'agile'**.

Commentaires sur l'Atelier 5 – Agriculture sociale et demandeurs d'asile

- **Technique en management de la créativité** intéressante, adoptée pendant l'atelier : Chapeaux de De Bono. Une méthode de **coconstruction** pour challenger un projet de coconstruction !
- **Au-delà des aspects techniques** du projet : dimensions sociale, culturelle et linguistique à prendre en compte (ici, projet d'entrepreneuriat social et migration).
- Réunir les différents acteurs dans un **comité de pilotage** : visibiliser et faire appel à toutes les compétences nécessaires.
- Importance de mettre en place la **communication** dès le départ.

Question 4 – Conseil/commentaire « personnalisé » destiné aux chercheurs et aux acteurs de terrain :
 « Comment impacter réellement la société et répondre ensemble aux défis sociétaux d’aujourd’hui et de demain ? »

- Pas une vision linéaire de l’**impact sur la société et l’économie** : suggestion de repérer les **choix et prises de décision marquantes** tout au long des projets, plutôt que de se centrer sur des **indicateurs** d’impact difficilement quantifiables et peu représentatifs de la réelle plus-value de la recherche pour le terrain.
- Les échanges entre chercheurs et non-chercheurs aboutissent à des **changements de conception et/ou de comportements** (cf. article : Spaapen, Jack & van den Akker, Wiljan (2017). Productive interactions: societal impact of academic research in the knowledge society. Disponible en ligne : https://www.researchgate.net/publication/315768578_Productive_interactions_societal_impact_of_academic_research_in_the_knowledge_society)

Trois mises en garde (‘caveats’) :

- Danger de se concentrer sur l’innovation spectaculaire vs. **innovation du quotidien** : la recherche en Sciences humaines et sociales joue un rôle qui n’est pas toujours conscientisé ou valorisé.
- **Cocréer**, c’est oser sortir de sa zone de confort, entendre les demandes du terrain, mais aussi respecter l’expertise scientifique. La cocréation génère des controverses sociales et des controverses scientifiques.
- **Donner le temps** : donner le temps de se rencontrer et de s’intéresser, notamment pour sortir des jargons ; se donner le temps de l’implication locale : problème des contrats (typiquement postdocs à durée déterminée et à forte mobilité vs. implication locale)

Conclusion : faut-il parler de recherche appliquée (linéarité) ou de mise en œuvre des conditions d’impact dans la recherche (co-création) ?